

LA LETTRE DU 18 JUIN

N° 260 octobre 2023- Trentième année

Le combat de l'avenir

SOMMAIRE

- FRANCE : DIPLOMATIE EN DÉROUTE ! ... Jacques MYARD
- PEUT-ON CROIRE À L'ALLEMAGNE ?... Christine ALFARGE
- DE GAULLE CONTRE LE DÉCLIN ... Yves de Gaulle
- POURQUOI UN PRÉSIDENT PEUT-IL PERDRE LA FOI ?...Paul Kloboukoff
- "C'ÉTAIT GEORGES, MON PERE" ... Alain Pompidou
- EXPOSITION TEMPORAIRE : "La France libérée par son Empire

page 2
page 3
page 5
page 8
page 10
page 12





France : Diplomatie en déroute !

Par Jacques MYARD,

Après avoir joué les matamores, en fustigeant la junte des putschistes de Niamey, les Français apprennent avec consternation que Macron-Jupiter a décidé de rappeler notre ambassadeur et de fermer la base militaire.

Cette brillante pantalonnade survient après le Mali et le Burkina-Faso d'où la France est priée de déguerpir...

C'est une déculottée diplomatique magistrale, la France est humiliée par l'incompétence totale du locataire de l'Élysée.

Il ne s'agit pas là d'un épisode, d'un échec unique dont l'écho même désastreux serait masqué par de multiples succès.

La politique étrangère d'Emmanuel Macron est une litanie de bévues, de revers...

- Au Liban il tance vertement la classe politique libanaise, pour n'aboutir à rien, sauf à se fâcher avec le tout Beyrouth .

- En Europe, à Bruxelles il se fait rouler dans la farine par les Allemands qui bloquent l'inscription du nucléaire dans la liste de la taxinomie des énergies ; les Allemands mettent toute leur vigueur pour dézinguer le parc nucléaire français, ils financent les écolos français anti-nucléaires.

- Mieux encore, on apprend que les beaux projets franco-allemands de coopération militaire sont remis en cause par les industriels allemands dès le lendemain de leur annonce tonitruante par le gouvernement français, c'est le cas du char ; sans oublier que Berlin en matière d'armement achète systématiquement américain.

- Le couple franco-allemand est une utopie macronienne !

- Maroc : c'est la glaciation des relations avec le Roi, les relations franco-marocaines sont exécrables, il n'y a plus d'ambassadeur marocain à Paris depuis des mois !

- Alger prend la France pour le bouc émissaire idéal et l'accuse d'être la cause de ses échecs répétés ; il est vrai que Macron a donné des verges pour se faire battre en qualifiant la colonisation de crimes contre l'humanité !



- Après avoir déclaré que l'OTAN était en mort cérébrale, il ne jure aujourd'hui que par cette machine américaine, qui assure à Washington la mainmise sur tous les pays européens.

- Pour couronner le tout, E. Macron n'a pas ménagé ses florilèges méprisants sur les Africains, sans oublier sa tenue débraillée une nuit à Kinshasa, donnant une singulière image d'un chef d'État !

On est bien loin de ce que disait le général de Gaulle sur le Rang que devait tenir la France :

« Il faut à la force, pour tenir son rang, un certain caractère »

Ce dont Emmanuel Macron est dépourvu !

**Jacques Myard Maire de Maisons-Laffitte Membre honoraire du Parlement, Président du CNR et de l'Académie du gaullisme.*



PEUT-ON CROIRE À L'ALLEMAGNE ?

« Il y a toujours un impérialisme allemand, la question de fond qui demeure ».

Par Christine ALFARGE,

En 1954, le Général de Gaulle déclarait dans une conférence de presse : « La réunification des deux fractions en une seule Allemagne, qui serait entièrement libre, nous paraît être le destin normal du peuple allemand, pourvu que celui-ci ne remette pas en cause ses anciennes frontières et qu'il tende à s'intégrer un jour dans une organisation contractuelle de toute l'Europe, pour la coopération, la liberté et la paix ».

Récemment, le journal allemand Der Spiegel a titré : « **La France, l'Allemagne en mieux** », intention ou diversion ? L'avenir nous le dira. Cependant, au regard de l'histoire, il faut rappeler les ambitions hégémoniques de l'Allemagne visant en particulier la France et l'Europe toute entière, dès la première mondiale. De 1914 à 1918, l'Europe et une partie du monde s'engagent dans la première guerre totale de l'histoire. Chacun des pays belligérants mobilise des moyens militaires et industriels énormes pour remporter la victoire.

En juin 1914, l'archiduc François-Ferdinand est assassiné à Sarajevo en Bosnie-Herzégovine. La mort brutale de l'héritier du trône de l'Empire austro-hongrois servira de détonateur à un conflit devenu mondial par des alliances conclues des décennies plus tôt entre les grandes puissances européennes.

Sur fond de nationalisme exacerbé, de fortes tensions provoquées par des rivalités stratégiques, politiques, économiques, coloniales, cette guerre trouve ses origines dans la volonté hégémonique de certains pays. Puissance économique de premier plan, l'Allemagne souhaite s'étendre à l'est et renforcer sa présence en Afrique et en Asie, l'Empire austro-hongrois sur les Balkans et la grande Russie du Tsar Nicolas II sur un Empire ottoman moribond. Il n'aura pas fallu plus d'un mois après le meurtre de François-Ferdinand pour que s'installe la machine macabre des différentes coalitions en jetant plus de soixante millions d'hommes dans la bataille.

En août 1914, l'Allemagne viole la neutralité de la Belgique et du Luxembourg avant de pénétrer dans le Nord-Est de la France. Après plusieurs semaines de progression, les soldats allemands subissent un coup d'arrêt avec la contre-offensive de la Marne en septembre 1914. Les troupes allemandes ne parviennent pas à percer le front et creusent des tranchées pour éviter de reculer davantage.

Cette guerre qui ne devait durer que quelques mois se fige pour se poursuivre pendant plus de quatre ans. Le 11 novembre 1918, l'Allemagne vaincue signera un armistice avec la France à Rethondes. La Première Guerre mondiale aura causé la mort de 10 millions de personnes, dont 1,4 million de français tombés dans la Somme ou à Verdun.

Un certain capitaine De Gaulle.

Au regard de l'histoire, l'attitude du général De Gaulle vis-à-vis de l'Allemagne fut de comprendre ce qu'était l'adversaire. Outre sa connaissance pour la langue allemande, la littérature et la philosophie, il approfondira cette connaissance en captivité à Ingolstadt pendant la première guerre mondiale à travers son ouvrage « *la discorde chez l'ennemi* » qui paraîtra en 1924 sur fond d'observation des forces mais aussi de certaines faiblesses de ce pays. Le général De Gaulle se livra à la fois à un hommage au peuple allemand vaillant et à ses chefs avec leur audace et leur esprit d'entreprise, des critiques envers les militaires notamment le manque de coordination dans le commandement allemand évoquant de manière détaillée la déroute du peuple allemand lors de la défaite en été et en automne 1918.

Mais le général De Gaulle était lucide et ne se faisait pas beaucoup d'illusions sur ce qu'il adviendrait pour la France après la victoire de 1918. Dès le 1^{er} mars 1925, il publia dans la *Revue militaire française* un article dans lequel, il insistait sur la fragilité de la frontière nord-est de la France et sur l'obligation de contenir une nouvelle agression allemande en renforçant un certain nombre de places. Il savait que la Reichswehr (la force de défense du Reich) était toujours vaillante et de nombreux allemands souhaitaient une guerre de revanche.



En mars 1929, il prit note que l'Allemagne avait des projets d'annexion de l'Autriche, d'invasion de la Pologne et de récupération de l'Alsace-Lorraine. Dès l'année 1933, le général De Gaulle n'avait plus aucun doute sur les desseins du nouveau régime incarné par Hitler.

Son ouvrage « *Vers une armée de métier* » publié en 1934, traduisait les convictions qui s'étaient forgées dans son esprit pendant ces dernières années. En voici quelques lignes « *Car, entre Gaulois et Germains, les victoires alternatives n'ont rien tranché ni rien assouvi. Parfois, épuisés par la guerre, les deux peuples semblent se rapprocher, comme s'appuient l'un sur l'autre des lutteurs chancelants. Mais, sitôt remis, chacun se prend à guetter l'adversaire. Une pareille instabilité tient à la nature des choses... L'opposition des tempéraments avive cette amertume. Ce n'est point que chacun méconnaisse la valeur de l'autre et ne se prenne à rêver, parfois aux grandes choses qu'on pourrait faire ensemble. Mais les réactions sont si différentes, qu'elles tiennent les deux peuples en état constant de méfiance* ».

A l'avenir, le général De Gaulle ne doutait pas qu'une crise nouvelle inciterait encore une fois, les allemands vers Paris. Dans son livre, il développait toute sa théorie de la nécessité de grandes unités blindées et motorisées, basées sur le progrès technique et scientifique afin d'empêcher que le destin de la France ne soit définitivement scellé par l'agression venant de l'Est et du Nord. Hélas, il avait prévu la tragédie de 1940 pour laquelle il jettera toutes ses forces dans la bataille de la libération de la France.

Qui peut comprendre son époque à part celui qui connaît de quoi le passé l'a faite ?

Aujourd'hui, c'est dans cet esprit que les jeunes générations sont loin d'imaginer combien il a fallu de courage et de persévérance au général de Gaulle pour que la considération de la France en tant que nation soit au cœur des décisions face aux autres Etats. Pas question pour le chef du gouvernement provisoire de laisser le destin de la France se décider sans elle par les « Trois grands », Angleterre, Etats-Unis, Russie, lors d'une rencontre à Yalta. Il saisira cette occasion exceptionnelle pour montrer aux dirigeants qu'il n'était pas acceptable de compter sans la France, cette mise à l'écart était insupportable pour le général de Gaulle. La notion de déclin n'est pas et n'a jamais été dans l'ADN de la France, n'en déplaise à ceux qui veulent le penser.

La résistance, matrice de la nation.

Quel sort serait réservé à la France résistante, meurtrie par autant d'abandons que de trahisons ? Nul doute que sans la clairvoyance du général de Gaulle qui savait que la liberté de notre pays dépendait d'une totale reconnaissance de notre nation, nous n'aurions jamais pu retrouver notre rang en nous hissant parmi les grandes puissances siégeant au Conseil de sécurité des nations-unies.

« *On n'intègre pas les peuples comme on fait de la purée de marrons* » disait Charles De Gaulle.

À Aix-la-Chapelle, le 22 janvier 2019, cinquante-six ans après le Traité franco-allemand signé par le général De Gaulle et Konrad Adenauer, les dirigeants des deux pays signaient un « Traité de coopération et d'intégration » s'appuyant à priori sur le socle du Traité du 22 janvier 1963.

Que contenait le Traité franco-allemand du 22 janvier 1963 ?

Ce traité prévoyait une coopération étroite entre les deux pays dans les domaines de la défense, de l'éducation et de la jeunesse. Il instituait des cadres de rencontres et prévoyait la périodicité de ces rencontres. Dans chaque pays, une commission interministérielle devait suivre les progrès d'une telle coopération. De même étaient prévues des consultations préalables en politique étrangère, notamment concernant les affaires traitées au sein de l'Otan. Le général De Gaulle affirmait avec force et détermination « *le droit et le devoir des puissances européennes continentales d'avoir une défense nationale qui leur soit propre. Un grand Etat ne pouvait confier son destin à un autre Etat.* »

Que souhaitait le général de Gaulle au regard de l'Europe ?

Il est primordial de rappeler que le général De Gaulle a toujours pris des décisions ayant le souci de préserver l'indépendance de la France, n'excluant pas le respect des alliances mais attaché au prix de la liberté de son pays et sa vocation d'éclairer l'univers. « *Tout système qui consisterait à transmettre notre souveraineté à des aéroports internationaux serait incompatible avec les droits et les devoirs de la république.* » disait-il.

C'est lui, le résistant, artisan de la paix, qui va tendre la main pour symboliser la réconciliation franco-allemande. Evènement rare, il invitera le chancelier Konrad Adenauer, première personnalité officielle à être reçue dans sa maison familiale de Colombey-les-Deux Eglises. Le 14 septembre 1958, par ce geste historique, le général De Gaulle assume ce choix personnellement en disant : « *La construction européenne portera sur des coopérations dont nous avons toujours besoin pour le progrès.* »

L'entente des deux principales puissances continentales européennes permet de constituer la base d'une coopération politique de l'Europe des Six complétant le Marché commun. Réunis à Paris le 10 février 1961, les Chefs de gouvernement sont d'accord pour organiser une coopération politique en créant une commission avec à sa tête Christian Fouchet. Pour certains, la vision d'une structure fédérale dirigée par un seul gouvernement va bon train. Le 19 octobre 1961, la commission Fouchet rend un rapport qui ne fait pas l'unanimité des présents. Il propose dans la ligne du général une structure indépendante de l'ingérence américaine alors que les cinq autres veulent restés fidèles aux engagements pris dans le cadre de l'Otan, sous-entendu qu'ils souhaitaient une défense coordonnée et que rien ne soit changé pour les trois communautés existantes (Communauté charbon acier, Euratom et CEE-Marché commun) alors que le texte prévoyait leur centralisation.

L'essentiel, ne jamais céder.

Il n'était pas question d'intégration mais d'entente et de coopération permanente entre les six. Malgré quelques concessions sur le deuxième rapport Fouchet le 18 janvier 1962, le général n'aurait jamais cédé sur l'essentiel, l'indépendance d'une structure politique européenne vis-à-vis des Etats-Unis ou de l'URSS, appelée la politique de la troisième voie.

Il disait « *Il vaut mieux l'indépendance qu'un marché commun vassalisé. Et même s'il fallait choisir entre l'indépendance et le Marché commun, il vaudrait mieux l'indépendance que le Marché commun.* »

S'efforçant de resserrer les liens avec l'Allemagne, le général De Gaulle savait qu'une entente était indispensable à tout projet sur le continent. L'insertion d'un préambule dans le traité du 22 janvier 1963 à la demande du Bundestag stipulant que celui-ci ne portait en rien préjudice à la loyauté du gouvernement fédéral vis-à-vis de l'Otan, fut ratifié le 16 mai 1963 par le parlement allemand. La crainte de l'Allemagne était d'assurer sa sécurité, bien que ni l'Amérique, ni la France ne s'étaient engagées à utiliser leur armement nucléaire stratégique pour défendre l'indépendance de l'Allemagne.

Pourquoi signer un nouveau traité de coopération et d'intégration en 2019 ?

En quoi défendrait-il, voire renforcerait-il notre souveraineté comme certains le prétendent ? Grâce au choix du général De Gaulle, la dissuasion nucléaire assure à la France la souveraineté nationale, un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies depuis 1945. L'Allemagne qui n'a pas fait le choix du nucléaire veut servir ses intérêts actuels à travers le Traité d'Aix-la-Chapelle.

On est en droit de se demander pourquoi l'Allemagne lorgne toujours sur le Conseil de sécurité des Nations unies en proposant que la France cède son siège permanent à l'Union européenne ? En novembre 2018, Olaf Scholz, ministre des Finances, s'exprimait ainsi lors d'un discours sur l'avenir de l'Europe à Berlin « *Si nous prenons l'Union européenne au sérieux, l'UE devrait également parler d'une seule voix au sein du Conseil de sécurité des Nations unies... A moyen terme, le siège de la France pourrait être transformé en siège de l'UE.* »

Bien qu'une telle décision ne soit pas à l'ordre du jour, faut-il rappeler que le Conseil de sécurité compte cinq membres permanents dotés d'un veto, la France, les Etats-Unis, la Russie, la Chine, le Royaume-Uni, leur conférant une influence tant sur la paix que la sécurité sur la scène internationale. Ils doivent cependant se mettre d'accord en votant sur toutes les décisions du Conseil de sécurité. Aucun membre ne peut prendre d'initiative sans en référer aux autres, si tel était le cas cela nuirait fortement à la diplomatie des Etats et contraire à leurs intérêts.

Chapitre 2 article 3 du Traité d'Aix : Paix, sécurité et développement.

« *Les deux Etats approfondissent leur coopération en matière de politique étrangère, de défense, de sécurité extérieure et intérieure et de développement tout en s'efforçant de renforcer la capacité d'action autonome de l'Europe. Ils se consultent afin de définir des positions communes sur toute décision importante touchant leurs intérêts communs et d'agir conjointement dans tous les cas où ce sera possible.* » Pourquoi faudrait-il converger seulement avec les visions et besoins allemands ? L'Allemagne est dans une logique d'intégration à tout prix avec la France, pour assurer sa propre sécurité. L'article 4 stipule « *Ils se prêtent aide et assistance par tous les moyens dont ils disposent, y compris la force armée, en cas d'agression armée contre leurs territoires.* »

Il est aisé de comprendre que l'Allemagne nous envie notre dissuasion nucléaire et notre autonomie militaire en Europe.

Selon l'article 8 du Traité d'Aix Chapitre premier : Affaires européennes « *Les deux Etats s'engagent à poursuivre leurs efforts pour mener à terme des négociations intergouvernementales concernant la réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies. L'admission de la République fédérale de l'Allemagne en tant que membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies est une priorité de la diplomatie franco-allemande.* » Pourquoi la France, remet-elle sur la table la question de la réforme du conseil de sécurité, alors que de toute évidence, elle a le plus à perdre dans cette réforme.

Au regard de l'histoire, la place de la France est incontestable grâce au général De Gaulle et son habileté légendaire pour rétablir la position de la France dans le concert des nations afin d'obtenir ce siège permanent au Conseil de sécurité, face à Roosevelt, Churchill et Staline qui avaient même penser y installer le Brésil à l'époque. Cependant, ce n'est pas la seule clé possible, la répartition pourrait se faire en tenant compte de la géographie, de la démographie ou de l'économie.

Dans son discours prononcé le 19 septembre 2023 devant l'Assemblée générale de l'ONU à New York, le chancelier fédéral Olaf Scholz s'est notamment exprimé sur la réforme des Nations-Unies. Selon lui : « *Les Nations-Unies doivent refléter la réalité d'un monde multipolaire, à ce jour, elles ne le font pas assez. Cette situation n'est nulle part aussi flagrante que dans la composition du Conseil de sécurité* » dit-il. Olaf Scholz préconise : « *Des négociations sans parti pris sur une réforme de l'ONU, aucun pays ne devrait bloquer ces négociations en formulant des exigences trop élevées.* »

En attendant une telle réforme, l'Allemagne entend assumer ses responsabilités de membre non permanent du Conseil de sécurité en lançant toutefois un appel pour que sa candidature soit soutenue en 2027/2028.

Quoi qu'il en soit les Français sont très attachés à leur indépendance et la souveraineté nationale parce qu'elle ne se divise pas. La question d'un siège permanent attribué à l'Allemagne est cependant évoquée en permanence. Alors, la France veut-elle s'effacer au profit de l'Allemagne, ce n'est certainement pas le sens de l'histoire !

*Christine ALFARGE Secrétaire générale de l'Académie du Gaullisme.



DE GAULLE CONTRE LE DÉCLIN

Par Yves de Gaulle,

L'idée de déclin, considérée comme « l'état de ce qui diminue de valeur, de grandeur, d'éclat » (1), était, dans le monde terrestre, consubstantielle à la pensée de Charles de Gaulle, qui s'inscrivait ainsi dans la longue tradition philosophique occidentale depuis Platon. La lecture des *Notes, lettres et carnets*, écrits à diverses époques de son existence, donne un aperçu clair de cette attitude intellectuelle, comme un fond tragique, voire un peu désespéré, car les hommes ne trouvent pas l'équilibre et sont sans cesse tirés par l'empire des songes. Le Général, épris de culture mais enfant de son siècle, y mentionne et cite les écrivains qui l'accompagnent. Chamfort : « la guerre a des nécessités immédiates et impérieuse. Elle ne comporte pas l'utopie et la spéculation s'y traduit en désastres. » Ou encore : « Les raisonnables ont duré ; les passionnés ont vécu. » Barrès, en contemplant la cathédrale de Tolède, pense à la poésie des grandes profondeurs » et évoque le « sortilège de la gloire qui dépasse toutes les magies de l'amour, car la vieillesse ni la mort ne la peuvent exorciser ». Saadi : Les uns sont morts, d'autres voyagent dans des pays perdus. » Dante évoque l'incertitude, « cette obscure forêt qui marque le milieu du chemin de la vie ».

À l'opposé et dans les mêmes carnets, il y a également une nostalgie immense mais au regard calme, curieux, présent mais un peu détaché de la vie, davantage des hommes, qui ressort souvent : « Attendez au soir pour dire si le jour fut beau, et la mort pour juger de la vie » (Sophocle) ; « le talent se forme dans la solitude, le caractère dans la société » (Goethe) ; « tôt ou tard on ne jouit que des âmes » (Vauvenargues) ; « Le meilleur de tous les biens, s'il y a des biens, c'est la retraite en un endroit qui soit son domaine » (La Bruyère) ; « Les forêts précèdent les civilisations. Les déserts les suivent » (Chateaubriant). Pascal a le mot final : « Rien ne s'arrête pour nous. C'est notre état naturel, et toutefois le plus contraire à notre inclination. » Il y a dans ces références, plus qu'une forme de déchéance, celle de la tragédie d'un équilibre perdu qui lui faisait regretter « cette époque classique où le goût du réel, le sens du vrai, la mesure du possible donnaient à la pensée comme à l'action une force harmonieuse et durable ».

Rien de très original au fond dans ce parcours intellectuel au sein d'une génération si marquée par la Grande Guerre. Comme chez Paul Valéry et d'autres, la conscience occidentale de plus en plus tragique que l'homme a de l'univers est à la fois le signe probable d'un crépuscule passager mais aussi un sommet dans l'aventure raffinée du savoir. Spengler est passé par là, mais aussi et surtout Péguy, Péguy l'indomptable soldat, chez qui n'existe aucune pensée du déclin, même devant l'accumulation des drames : « Il n'y a point de malheur des temps... Il y a le malheur des clercs. (2) »

Présente comme un moment de la pensée et miroir de son temps, la conscience du crépuscule chez de Gaulle est en réalité totalement étrangère à son action, toute dirigée vers la résistance, l'effort et le renouveau. Chez ce général philosophe, on ne sépare pas le couple pensée-action, ou plutôt pensée en action qui est l'un des traits moteurs du « gaullisme ». C'est peut-être la phrase un peu sèche de Gramsci qui serre au plus près cette dualité irréfragable : « Pessimisme de l'intelligence ; optimisme de la volonté. »

Le second terme en marque l'essentiel qui transfigure le déclin, même celui, passager, qui ressemble au découragement, souvent simulé en dedans pour se projeter au-dehors, ou joué devant les tiers pour renforcer encore la conviction intime. « Au commencement était le verbe. Non ! Au commencement était l'action ! (3) » Donc, recommencer, toujours, non à partir de rien car il ne faut pas oublier ce qui n'est déjà plus, mais à partir de ce qui reste afin de rétablir dans ses droits tout ce qui aura été fait pour ne pas se perdre. Une fois prise la décision d'« y aller ! », débute la grande symphonie des premiers « deux cents jours ».



Regardons les six premiers mois de la France libre : l'appel, le 18 juin 1940 ; les tentatives dès les jours suivants pour faire entrer dans la guerre le « proconsuls » de l'outre-mer ; la constitution d'une force de combat : quelques centaines d'hommes fin juin, 7000 hommes fin juillet malgré Mers el-Kébir ; la reconnaissance par Churchill de De Gaulle comme « chef des Français libres » le 28 juin, suivie, le 7 août, par la signature de l'accord régissant les rapports entre la Grande-Bretagne et la France combattante ; les ralliements, à partir du 22 juillet, des Nouvelles-Hébrides, du Tchad, du Cameroun, du Congo-Brazzaville, de Tahiti, de l'Oubangui-Chari (République centrafricaine aujourd'hui), des Établissements français de l'Inde ; la création le 27 octobre à Brazzaville du Conseil de défense de l'empire qui sera reconnu par le gouvernement britannique le 24 décembre ; une popularité naissante auprès de la famille royale d'Angleterre et de son peuple, qui vient déposer devant Carlton Gardens bijoux et alliances après la condamnation à mort et la privation des biens du Général par Vichy.

En 1958, après le déclin de la IV^e République, nouveau départ ! Là encore, ce qui s'est produit aurait pu ne pas advenir. Le Général n'y croyait d'ailleurs pas lui-même avant les « événements » qui l'ont ramené au pouvoir.

Mais cela fut, et « le premier des Français » devint le dix-huitième président du Conseil à la tête du vingt-cinquième et dernier ministère de cette République condamnée. Entre son investiture le 1^{er} juin 1958 et le 9 janvier 1959, quelle rapidité de conception et d'exécution !

Le gouvernement est formé sur le papier dès le 31 mai, et après la constitution du gouvernement le 1^{er} juin, suivent, le 2, la loi sur les pouvoirs spéciaux et la mise en congé des assemblées, puis, le 3 juin, celle qui marque la prochaine mise en place de la nouvelle Constitution. Celle-ci est prête durant l'été et approuvée par référendum le 28 septembre.

Première visite en Algérie début juin où de Gaulle sait déjà, depuis longtemps, qu'il est trop tard pour n'importe quelle formule autre que l'indépendance. Puis se mettent en place avec la Tunisie et le Maroc les accords de retrait partiel des troupes françaises, accords qui avaient été proposés le 3 juin à leurs chefs d'État. Fin août : visite en Afrique noire.

« Pour la France d'aujourd'hui, le colonialisme, c'est fini », dit-il en Guinée à Sékou Touré. Lancement de l'emprunt national le 17 juin, suivi le 27 de l'allocution sur le rétablissement économique et financier et, le 1^{er} août, de celle sur le retour à l'équilibre budgétaire de 1958 ;

proposition, le 1^{er} juillet, d'un projet de conférence au sommet à Nikita Khrouchtchev ; mémorandum, le 17 septembre, au président Eisenhower et à Harold Macmillan sur les modifications à apporter à l'OTAN, suivi, le 23 octobre, lors d'une conférence de presse, par le refus de signer à l'ONU la cessation des expérimentations nucléaires ; rencontre fondatrice, le 14 septembre à Colombey, entre « ce vieux Français et ce très vieil Allemand » [Konrad Adenauer].

Douze républiques africaines sont proclamées entre le 24 novembre et le 19 décembre (en plus de la Guinée, devenue automatiquement indépendante après avoir voté « non » au référendum constitutionnel le 28 septembre), sans compter l'autonomie interne accordée le 31 décembre au Cameroun et au Togo. Bref, en sept mois, création d'une République, organisation de l'indépendance africaine, restauration de l'équilibre financier du pays, affirmation du rôle et de l'indépendance de la France sur la scène internationale, lancement du « règlement » du drame algérien. La méthode : entre le 3 juin 1958 et le début du mois de février 1959, 396 ordonnances auront été prises, soit près de cinquante par mois.

Un universaliste de la pensée et de la politique.

Le diable guette celui qui s'abandonne, certes au moment des drames et des crises, mais aussi quand viennent, après l'effort et la victoire, les eaux plus calmes du quotidien. Lors d'une allocution « radiotélévisée » prononcée le 27 avril 1965, le général de Gaulle évoque la nostalgie d'un passé où la France était un « peuple-colosse en fait de population, de richesse et de puissance ».

En 1958, « nous aurions pu nous décourager en comparant à nos statistiques celles qui relatent la population totale de chacun des deux géants [les États-Unis et l'URSS], ou la production globale de leurs usines et de leurs mines, ou le nombre de satellites qu'ils lancent autour de la terre, ou la masse des mégatonnes que leurs engins sont en mesure d'emporter pour la destruction ».

La tentation de l'effacement guette notre pays, surtout après les épreuves et le sursaut qu'elles ont suscité, au point d'être souvent érigée en doctrine ou en politique : soumission résignée à l'Empire totalitaire, ou absorption paisible de notre défense, notre économie, nos entreprises, notre monnaie dans le système atlantique, ou encore dissolution dans une Europe dite « intégrée » hors les nations qui la fondent.

De Gaulle nous dit un fait simple mais essentiel : nous avons été capables de résister aux « sirènes de l'abandon et choisi l'indépendance » même si celle-ci implique des conditions qui ne sont pas faciles. Mais, souligne-t-il, la France parvient à les remplir, c'est-à-dire, en substance : « se comporter en Européens que nous sommes et donc appliquer sur notre continent un équilibre fondé sur l'entente et la coopération ; mener à l'extérieur de l'Europe une action conforme à notre conception : aucune hégémonie exercée par qui que ce soit, aucune intervention étrangère dans les affaires intérieures d'un État, aucune interdiction faite à n'importe quel pays d'entretenir des relations pacifiques avec n'importe quel autre, ne sauraient être justifiées ; sur le plan économique, scientifique et technique, faire en sorte que nos activités demeurent pour l'essentiel sous administration française tout en maintenant, coûte que coûte, la concurrence dans les secteurs de pointe qui commandent la valeur de notre industrie et, le cas échéant, dans une branche déterminée où notre avantage comparatif est insuffisant, conjuguer nos moyens avec un autre dont nous pouvons penser que le poids ne nous écrasera pas ».

Voilà pourquoi, dit de Gaulle, « nous nous imposons une stabilité économique, financière et monétaire qui nous dispense de recourir à l'étranger ». Et cela, nous le faisons seuls, mais non isolément, et sans qu'un « grand homme » soit indispensable pour conduire l'affaire tant la ligne est claire !



De Gaulle n'aimait pas ce qu'on appelle aujourd'hui la « mondialisation » car il était un universaliste de la pensée et de la politique. Oui à une ouverture continue, systématique, effrénée sur le monde qui nous entoure, mais à partir d'une culture qui est la nôtre, d'une religion qui nous a façonnés, d'un pays qui nous a bordés depuis de nombreux siècles, d'une nation qui vient du fond des âges, d'une langue qui nous détermine.

Le Général ne voulait pas être dilué, disséminé, digéré, et ne concevait le bonheur de la France que dans son enrichissement par d'autres peuples comme dans le don en retour de ses propres valeurs. Il n'y a peut-être pas de civilisation française, mais il y a une culture, une nation, des références et une manière d'être.

La démarche de Claude Lévi-Strauss pour qui toutes les cultures se valent, sans être ni équivalentes ni échangeables, était aussi la sienne. Dans cette forme de biodiversité, chaque disparition ou confusion est une perte. Et dans toutes les cultures qui font ce que nous sommes, la France est porteuse de celle que de Gaulle aimait parce que c'était la sienne et qu'elle parlait à l'ensemble des hommes. « De tout temps, il est dans sa nature [celle de la France] ... de répandre la pensée libre, d'être un champion de l'humanité. (4) »

Certes, en 1965, la France de De Gaulle était au faîte de son renouveau. Mais la lucidité sur les circonstances de l'adversité, les ambitions légitimes et obligatoirement mesurées, les atouts de la Nation forcément inégaux par rapport à ceux des autres n'interdisent jamais d'agir. En 1944, « à présent que la France est debout », le Général, sans illusion sur la faiblesse de ses moyens renaissants, formait cependant un « vaste plan » pour la Nation (5) :

« Lui assurer la sécurité en Europe occidentale... Collaborer avec l'Ouest et l'Est... sans accepter jamais aucune espèce de dépendance. Pour prévenir les risques, encore diffus de dislocation, obtenir que l'Union française se transforme progressivement en libre association. Amener à se grouper... les États qui touchent au Rhin, aux Alpes, aux Pyrénées. Faire de cette organisation l'une des trois puissances planétaires et, s'il le faut un jour, l'arbitre entre les deux camps soviétique et anglo-saxon (6) »

On connaît la suite. Dans ces trente années d'histoire tumultueuse, s'il est vrai que certains hommes sont capables de « courber » le fil des événements paraissant irrémédiables pour en créer d'autres et déterminer un destin différent, faire la juste part entre le génie d'un « personnage » et le « sous-jacent » collectif est impossible.

C'est l'exercice dialectique entre les deux qui s'impose naturellement, peut-être dans un jeu à somme constante, mais avec un poids relatif variable selon la douleur du temps et la qualité des hommes. Si la France ne pèse plus autant quand de Gaulle s'en va, il est cependant excessif de soutenir qu'avec lui nous avons voyagé en première classe avec un billet de seconde. Beaucoup nous est possible !

Au début de 1945, en franchissant le Rhin, alors qu'elles venaient de peu et que personne ne le prévoyait, les armées de la France libre, au cours de la campagne d'Allemagne, pesaient plus lourd que l'armée britannique. Et plus largement, ce pays, même s'il est celui « des succès achevés et des malheurs exemplaires », a démontré maintes fois qu'il est capable de mieux que de vivre un destin secondaire ou pitoyable en l'absence de grands hommes pour le tirer des abîmes.

« Il faut savoir être au niveau de l'histoire, ou sans cela on disparaît... »

Mais aujourd'hui ? La France est-elle encore un grand pays ? Qu'en dirait le Général après avoir donné, dans sa pensée et son cœur, tant d'importance à sa « princesse des contes » ?

Le déclin est-il définitivement engagé dans le concert actuel des grandes nations pesées par leur nombre d'habitants, leur PIB, ou leur budget militaire ? Moins que d'autres pays similaires parce que plus volatil, plus changeant, plus tragique en allant plusieurs fois du fond de la défaite au redressement signalé, notre pays ne fait pas exception à ce déclin relatif mesuré par les quantités. Il est aussi plus fragile car soumis à cette passion triste qu'est une excessive capacité à douter. De Gaulle disait, à Vincennes, le 22 mai 1949 :

« Nous savons bien que la France, telle qu'elle est dans le monde tel qu'il est, ne peut pas penser refaire son siècle de Louis XIV. Cela ne signifie pas, comme voudraient l'insinuer certains esprits ou certains cœurs faibles, qu'il faut cesser de penser à la grandeur de la patrie. On peut être grand même sans beaucoup de moyens. Mais il faut savoir être au niveau de l'histoire, ou sans cela on disparaît... »

Plus loin, dans le même texte :

« Il y a aussi la conscience de ce que nous valons par rapport aux autres car, après tout, le monde c'est nous et les autres. Il n'y a nulle part, je vous en prends à témoin, aucun signe d'une infériorité organique de la France par rapport à qui que ce soit. Il peut y avoir, sans doute, certaines différences de moyens. Les moyens ce sont des choses qui passent, nous le savons bien, d'autres le savent comme nous, mais ce qui ne passe pas, c'est la capacité humaine. Or, à ce point de vue, qui contient en germe tous les autres, notre capacité humaine ne le cède à celle d'aucun autre pays. »

Cette « qualité » fait notre fond. Elle nous divise souvent, quelques fois nous rassemble, mais toujours nous distingue. Contrairement à une idée trop répandue (« Les Français sont des veaux »), de Gaulle ne séparait pas le pays et le peuple qui l'a fait. Cette dialectique est irréfragable au sein d'une évolution historique toute de contradiction. « La défaite d'Azincourt désagrège littéralement la France », mais la Grande Guerre revoit un peuple formidable de courage, d'abnégation et de volonté alors dans un conflit commencé en infériorité mais qu'il a porté pratiquement tout seul. Si le peuple a rejeté de Gaulle le 27 avril 1969, s'il lui arrivait d'en être fatigué, combien était grande, pourtant, son espérance. La France a toujours vu ses citoyens vivre dans le drame du tiraillement entre les extrêmes :

« Ce Français, qui met dans son esprit tant d'ordre, et si peu dans ses actes, ce logicien qui doute de tout, ce laborieux nonchalant, ce casanier qui colonise, ce fervent de l'alexandrin, de l'habit à queue, du jardin royal, qui tout de même pousse la chanson, se débraille et salit les pelouses, ce Colbert collègue de Louvois, ce jacobin qui crie "vive l'Empereur", ce politicien qui fait l'union sacrée, ce battu de Charleroi qui donne l'assaut sur la Marne, bref ce peuple mobile, incertain, contradictoire... (7) »

C'est de cette mobilité que de Gaulle tire la capacité française, c'est de cet équilibre continuellement instable qu'il infère l'idée « certaine » de ce pays même s'il faut, souvent, le conduire par les songes. Michelet disait : « La France agit et raisonne, décrète et combat ; elle remue le monde, elle fait l'histoire et la raconte. » Comment expliquer ce qui finit par se réaliser alors qu'il n'est exprimé que par des mots ? Ou plutôt comment comprendre que, parfois, elle « fait l'histoire » en commençant par la raconter ?

Comme un certain général le 18 juin... Mais ça marche comment, ce dévoilement d'une part de rêve qui n'est finalement que réalité, réalité cachée d'une vie rêvée arrachant au quotidien et faisant voir la perspective ? Retournons-nous un instant sur ces marins de l'île de Sein qui nous ont étonnés ! Revoyons ce bout de terre dure, plate, hostile, balayée par les vents et les pluies ; regardons ce « quart de la France », ces Compagnons de la Libération qui, tous, jeunes et vieux, ont entendu cette voix qui venait d'ailleurs de chez eux mais du tréfonds de leur cœur ; méditons leur détermination sans écart pour continuer une guerre qu'un enchanteur, à Londres, ne disait pas perdue.

Ces deux cent deux Bretons sans grade, ces pêcheurs condamnés à une vie dure, sans beaucoup d'autre espoir que de faire vivre leur famille et mourir dans leur lit, ces Français d'avant le royaume de France qui ont pris la mer pour la France, étaient des veilleurs au bout du plus lointain de nos caps, là où débute ce que les Anciens appelaient le « royaume des ombres », sans distinction de classe, attirés par cette part de grandeur qu'il y a à servir, et sans aucune autre appartenance qu'à la plus grande des libertés qui n'est jamais en déclin : la résistance.

**Yves De Gaulle est haut fonctionnaire. Il est l'auteur d'Un autre regard sur mon grand-père Charles De Gaulle, (Plon 2016) et de « Ma République ». Apocryphe de Charles De Gaulle (L'Observatoire, 2019). Dernier ouvrage publié : Chevalier solitaire (Plon, 2022).*

1. Selon le dictionnaire Larousse.
2. Charles Péguy,
Dialogue de l'histoire et de l'âme charnelle, in Œuvres en prose complètes
, tome III, Gallimard, coll. « Bibliothèque de la Pléiade », p. 699-701.
3. Faust, cité in Charles de Gaulle,
Le Fil de l'épée, Éditions Berger-Levrault, 1932.
4. Charles de Gaulle, Mémoires d'espoir, tome 1,
Le Renouveau, 1958-1962, Plon, 1970.
5. Charles de Gaulle,
Mémoires de guerre, tome 3,
Le Salut, 1944-1946, Plon, 1959, début du chapitre « Discordances ».
6. Idem
7. Charles de Gaulle,
La France et son armée, Plon, 1938.





Pourquoi un président peut-il perdre la foi ?

**Des controverses sur la croyance en Dieu
D'excellentes raisons de ne pas croire en Dieu**

par Paul Kloboukoff,

Plusieurs sondeurs l'ont déjà affirmé à plusieurs reprises : moins d'un Français sur deux croit maintenant en Dieu, et cette proportion ne cesse de baisser. Pourquoi tant de Français se détournent-ils de la foi, qu'est ce qui les y pousse ? En juin 2021, un article sur le blog Prima Integra a révélé « **Les cinq meilleures raisons de ne pas croire en Dieu** » (1)... ou d'arrêter de croire en Dieu. Voulant « être franc », son auteur explique : « *mon espoir et mon objectif sont que la croyance en Dieu et les religions qui la sous-tendent soient effacées de la surface de la terre. Je pense qu'ils sont pernicieux, faciles et malveillants, et je pense que le monde serait un meilleur endroit sans eux. Si je peux apporter une contribution... cela en vaut la peine* ».

Les premières raisons de ce « contre-croyant » sont de poids et en résonance avec ce que pensent beaucoup de citoyens : - « **il n'y a aucune preuve que Dieu existe** ». Souvent, « la croyance en Dieu est le produit de l'éducation, des conventions sociales et culturelles, d'un désir de confort et de paresse intellectuelle » ; - en l'absence de preuves, cette croyance « est **illogique** ». Ainsi, comme le philosophe Thomas d'Aquin, **Saint Thomas**, l'auteur ne croirait que ce qu'il voit et/ou en ce qui peut être démontré rationnellement.

Il souligne aussi la contradiction entre la croyance en un Dieu tout puissant, « bon et attentionné » et la grande quantité de souffrances inutiles qu'il a, par définition, créées et permises.

La morale humaine n'a pas besoin de lui. « La plupart des Etats occidentaux fonctionnent sur la base d'une constitution et de l'état de droit et n'ont rien à voir avec la religion ou la Bible ». **Faux !** Les religions et leurs règles ont inspiré les législateurs de nombreux Etats, et ont même pu laisser des traces profondes, comme aux Etats-Unis d'Amérique, ainsi que nous le verrons ci-après.

Il reproche (à Dieu et/ou aux croyants ?) les méfaits, **les horreurs commises au nom des religions**. Et il est vrai que l'Inquisition et les « guerres de religions » hantent toujours notre mémoire collective. **La vie serait meilleure sans Dieu**, elle serait plus libre et n'aurait pas à se plier à toutes ces règles imposées par la religion. La personne pourrait se conformer à « son propre code moral ».

La Foi, confiance en Dieu

Au fait, « **c'est quoi la foi ?** ». La théologienne Catalina Costa a apporté une réponse intéressante à cette question sur son blog (2). La foi est « un bien spirituel, un trésor du cœur qui est en lien avec la confiance ». Pour définir la foi, la Bible renvoie à la notion de **confiance en Dieu**. Dans le texte original, que ce soit en grec ou en latin, le mot Foi peut être traduit par le mot confiance. Lorsque Jésus rencontre des personnes et qu'elles lui demandent de faire quelque chose pour elles, il leur demande : « *Est-ce que tu as la foi ?* », autrement dit : « *as-tu suffisamment de confiance en toi, en la vie, en Dieu pour recevoir ce tu demandes ? Une parole, que je vais te dire. Un geste d'Amour, de guérison, de paix ou de réconciliation que je vais t'offrir ?* »

La foi est donc aussi **une posture intérieure de vie**, qui, forte de la confiance en Dieu, nous aide à surmonter les épreuves et les obstacles auxquels nous sommes confrontés.

A propos de **la perte de la foi**, Mme Costa cite les paroles du pasteur français Wilfred Monod : « *Quand les gens me disent qu'ils ont perdu la foi, je me demande, mais qu'avez-vous fait pour la retrouver ?* ».

Il n'y a pas que les Grecs et les Latins qui ont traduit le mot Foi par confiance en Dieu. Depuis une loi votée en 1956, la devise des Etats-Unis d'Amérique est : « **In God we trust** », soit « *Nous avons confiance en Dieu* ».



C'est également la devise de l'Etat de Floride. Elle figure aussi sur le drapeau de l'Etat du Mississippi depuis 2021. La croyance en Dieu n'est pas en chute libre partout dans le monde.

Perdre la foi... et la retrouver ?

Dans un article de La Croix, d'abord publié en décembre 2012 puis repris en juin 2019, intitulé « **Peut-on perdre la foi ?** » (3), Sophie de Villeneuve explique que la perte de la foi est souvent un processus lent et progressif. Parfois après une épreuve trop lourde ou une cruelle déception. On ne croit alors plus à un Dieu « personnel », à ce que l'Eglise enseigne ainsi qu'aux « grandes affirmations du Credo ». On doute, on s'interroge et, à la longue, la foi laisse place à l'indifférence.

C'est plausible ! Seules des personnes l'ayant vécu peuvent l'attester. Et ce serait le cas de beaucoup de grands saints qui ont traversé cette épreuve douloureuse et déroutante, aussi appelée « **nuît des sens** » et/ou « **nuît de l'esprit** », qui peut conduire à la dépression, voire jusqu'à la tentation du suicide. Pour l'auteure, tous les croyants connaissent cette expérience un jour ou l'autre, « ne serait-ce qu'à travers les souffrances de la vie ». Deux possibilités s'offrent alors : soit s'engager dans l'éloignement, soit affronter le « combat », selon les termes de Saint Paul, et continuer à croire quand même, prier et rechercher dans l'obscurité à retrouver la confiance en Dieu. Ce n'est pas facile, avec un Dieu qu'on ne voit pas, qu'on ne « sent » pas et qui ne parle pas le langage des hommes. En cas de succès, la foi retrouvée serait pure, plus radicale et plus simple.

Pour moi, il y a bien d'autres circonstances, plus prosaïques, qui conduisent ou aboutissent à l'anesthésie ou à la perte de la foi en Dieu. Sur les questions de la religion (notamment), les Français sont assez influençables et préfèrent se trouver du côté du camp majoritaire, qui grossit et gagne du terrain, plutôt que de celui qui décline et s'affaiblit. Aussi, la baisse de la proportion de croyants que les sondages nous indiquent depuis des années est un phénomène cumulatif qui s'auto-entretient, qui « fait boule de neige ».

A ceux qui sont élus pour représenter les citoyens, il est « difficile » de ne pas en tenir compte, de ne pas s'afficher du « bon côté ». Ceci afin de soigner sa cote de popularité, surtout à l'approche de nouvelles élections. En France, l'exemple vient souvent d'en haut.

Emmanuel Macron a-t-il entièrement perdu la foi en Dieu ?

Macron, Jupiter au-dessus du Roi Soleil ?

Emmanuel Macron est friand de symboles, souvent révélateurs d'aspects de sa personnalité. Il a rebaptisé son parti « Renaissance ». Ce terme désigne l'époque du renouveau artistique, intellectuel et scientifique qu'a connu l'Europe au sortir du Moyen Âge. Débutée au XIVe siècle dans la nord de l'Italie, elle s'est étendue jusqu'à la fin du XVIe siècle. Durant cette période, qui a connu les règnes de François 1^{er} et d'Henri IV, notamment, et au cours du siècle qui a suivi, le pouvoir du roi de France s'est considérablement accru pour atteindre son apogée sous la férule de Louis XIV, le Roi Soleil, monarque absolu, de droit divin (4)... Curieuse coïncidence !

C'est à Louis XIV que l'on doit la grandeur et la splendeur du château de Versailles où il avait élu domicile et gouverné la France, comme ses successeurs jusqu'à Louis XVI en 1789. C'est un haut lieu touristique et aussi pour accueillir et « traiter » somptueusement les visiteurs de marque... tels Vladimir Vladimirovitch Poutine, honoré « sous les ors de Versailles » le 29 mai 2017. Ce dernier a également été reçu « en grande pompe » au fort de Brégançon, résidence d'été présidentielle, le 19 août 2019.

Autoproclamé « Jupiter » dès son élection en 2017 à la présidence de la France, Macron a instauré une monarchie républicaine qui, si elle n'a pas le lustre de la royauté sous Louis XIV, lui a assuré un premier quinquennat sans contrepouvoir parlementaire et lui a permis de pratiquer une gouvernance verticale faisant fi de tous les corps intermédiaires, ainsi que des opinions des Français, non sans mépris pour eux.

« Macron, ce que l'on sait de son rapport à la religion »

En 2018, puis en 2023, Anne Cabana, journaliste qui a épousé Jean-Michel Blanquer, ex ministre de l'Éducation dans les gouvernements de Philippe puis de Castex, a publié un article dans le JDD au titre alléchant « **Macron, ce que l'on sait de son rapport à la religion** » (5). On peut y lire que pour « un familier du chef de l'État », « Emmanuel Macron est un objet spirituel non identifié, mais ce qui est sur c'est que le mysticisme est au cœur du macronisme ». Quand, en septembre 2016, on lui a demandé s'il croyait en Dieu, il aurait répondu exactement : « C'est une vraie question, une question compliquée. Je crois sans doute à une transcendance. **Je ne suis plus sur de croire en un Dieu. Oui, je crois en la transcendance.** » D'après notre Larousse, la transcendance est « l'existence des fins du sujet en dehors du sujet lui-même, le caractère d'une cause qui agit sur quelque chose qui est différent d'elle, qui lui est supérieur ». Tout simplement !

Selon un « proche », Macron, « c'est un agnostique spiritualiste ». L'absolu est inaccessible pour un agnostique, sceptique vis-à-vis de la religion et de la métaphysique. En même temps (et d'un autre côté), le spiritualisme est un courant philosophique qui affirme la supériorité ontologique de l'esprit sur la matière, la spiritualité étant la recherche d'une vie bonne et vertueuse, d'après Wikipédia.

« Il a toujours des arrière-pensées spirituelles », aurait « décrypté » un de ses conseillers. Macron lui-même aurait indiqué : « j'assume la dimension de verticalité et de transcendance, et en même temps elle doit s'accrocher à de l'immanence complète, à du matériel. Je ne crois pas à une transcendance éthérée. Il faut tresser ensemble l'intelligence et la spiritualité. La spiritualité n'est pas un mot qui me fait peur ».

La rédactrice rappelle que, jeune, Macron était assez croyant pour choisir de se faire baptiser à l'âge de 12 ans lors de son entrée à la Providence, école de Jésuites d'Amiens. « Après », il aurait moins pratiqué... er aurait perdu la foi.

Elle évoque aussi son hésitation lors des funérailles grandioses de Johnny Halliday à l'église de la Madeleine le 9 décembre 2017. Macron s'est retenu de bénir le cercueil contenant le corps du défunt. Il a saisi le goupillon et l'a reposé aussitôt... refusant soudain de laisser penser, devant l'immense foule qui se pressait à l'intérieur et à l'extérieur de l'église, qu'il pouvait avoir la faiblesse de croire en Dieu.

L'image que l'on désire donner de soi vaut elle mieux que ce que l'on est réellement ?

Wikipédia rapporte (6) que le jeune Macron, né le 21 décembre 1977, a demandé à être baptisé à l'âge de 12 ans contre l'avis de son père et a déclaré : « *Je suis allé tout seul à l'église. Ce fut le début d'une période mystique qui a duré plusieurs années. Après quoi je me suis éloigné de la religion* ».

Pendant presque toutes ses études secondaires, de la sixième à la première, Emmanuel Macron a été scolarisé au lycée privé catholique jésuite d'Amiens. C'est là qu'en 1993, en classe de seconde à l'âge d'une quinzaine d'années, il a rencontré et s'est épris de Brigitte Trogneux, « professeur de lettres classiques, de 24 ans son aînée, qui avait eu trois enfants d'une union précédente avec André Louis Auzière » (dont elle a divorcé en 1994). Y eut-il alors un détournement de mineur ? En tout cas, le père d'Emmanuel a voulu détourner son fils de Mme Trogneux et l'a éloigné d'Amiens en l'envoyant poursuivre ses études au lycée Henri IV à Paris. L'avenir (ou le passé) a montré que c'était un coup d'épée dans l'eau. Brigitte Trogneux et Emmanuel Macron ont été unis le 20 octobre 2007 au Touquet. Une cérémonie religieuse n'était pas de rigueur.

*Paul KLOBOUKOFF Académie du Gaullisme le 25 septembre 2023

NB : Samedi 23 septembre, le président Macron était à la messe célébrée par le pape François à Marseille. Il s'en était justifié la veille, expliquant qu'il ne le ferait pas en tant que catholique, mais de président d'un pays laïque... qui se devait d'honorer de sa présence le chef de l'État pontifical.

Complément d'info

Les médias ne manquant pas d'une discrétion complice à propos des **élections sénatoriales** et de leurs résultats, je « rappelle » que le 24 septembre ont eu lieu les élections par les « grands électeurs » visant au renouvellement de la moitié des titulaires des sièges de sénateurs. 78 000 électeurs, représentants des collectivités territoriales (comptant une majorité de conseillers municipaux) ont voté. La droite a consolidé sa position majoritaire et la gauche s'en est sortie honorablement. Les Républicains ont « raflé » 47 sièges et l'UDI, 13. Le PS en a récupéré 33 et le PCF, 11. EELV n'en a obtenu que 7 et le RN 3. Pas en odeur de sainteté auprès des électeurs, la Macronie et ses soutiens ont encore enregistré un « bide » : 7 élus pour Horizons, 4 pour Renaissance et 3 pour le Modem (7). Le Sénat va donc pouvoir conserver son rôle, trop modeste mais indispensable, de contrepouvoir parlementaire

Sources et références

- (1) Les cinq meilleures raisons de ne pas croire en Dieu »promocionales-integra.com/fr/les-cinq-meilleures-raisons... le 15/06/2021
- (2) C'est quoi la foi ? carolina-costa.com/cest-quoi-la-foi le 15/08/2023
- (3) Peut-on perdre la foi ? lacrois.com/Définitions/Lexique/Doute/Peut-on-perdre-la-foi décembre 2012, modifié le 14/06/2019
- (4) Du prince de la Renaissance au roi absolu lumni.fr/dossier/la-rennaissance
- (5) Macron, ce que l'on sait de son rapport à la religion lejdd.fr/macron-ce-que-lon-sait... religion-3971493 le 12/02/2018, m.a.j. le 30/01/2023
- (6) Emmanuel Macron wikipedia.org/wiki/Emmanuel_Macron
- (7) Sénatoriales 2023 : les résultats pour chaque élu, parti et département msn.com/fr/actualite/other/senatoriales-2023-les-resultats pour chaque... le 25/09/2023





L'ancien président de la République, Georges Pompidou, raconté comme jamais par son fils Alain Pompidou.

"C'était Georges, mon père"

Sortie du livre, le 28 septembre 2023

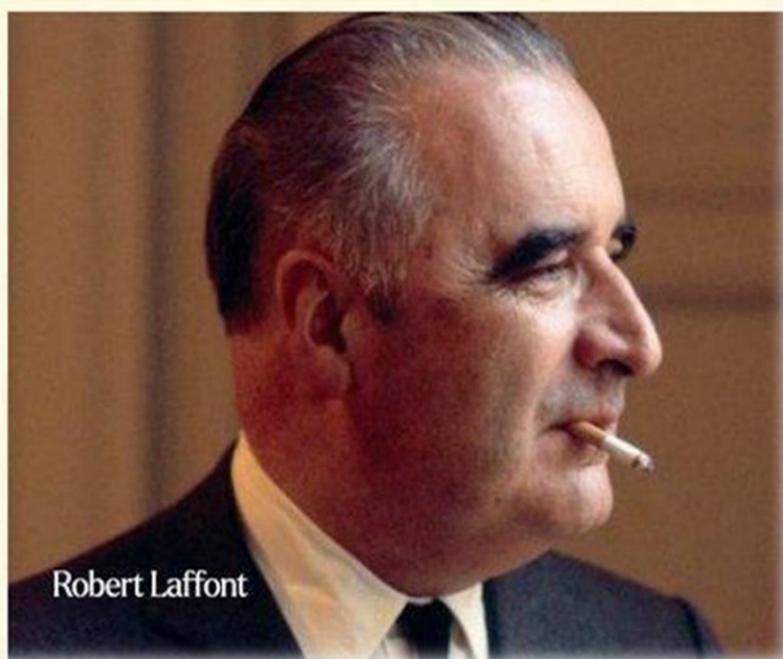


Alain Pompidou
C'était Georges, mon père

Alain Pompidou

**C'était Georges,
mon père**

récit



Robert Laffont

Robert Laffont

Cinquante ans après la mort de son père Georges, Alain Pompidou, son fils unique, partage avec nous le quotidien d'un homme méconnu : les parties de cartes à Orvilliers, les petits déjeuners à Matignon puis à l'Élysée, les voyages à Athènes ou à Venise, mais aussi les moments de doute, les décisions graves et les crises politiques...

Retraçant sa vie, de son enfance dans le Cantal à sa mort après des années de maladie, il nous révèle la personnalité de ce président précurseur qui a tant marqué la France et dont l'action, du SMIC à la mensualisation des salaires, en passant par le congé maternité pour toutes, imprègne encore notre quotidien.

Un portrait intime et inédit de l'ancien président de la République.

Professeur émérite en biologie médicale, Alain Pompidou a été président de l'Office européen des brevets et eurodéputé. Il s'est consacré à la publication de la correspondance de son père (*Lettres, notes et portraits*, chez Robert Laffont, 2012) avant de livrer un récit intime sur sa mère (*Claude*, aux éditions Flammarion, 2016) et sur la passion de ses parents pour l'art (*Pour l'amour de l'art*, en collaboration avec César Arnaud, Plon, 2017).

Préface d'Éric Roussel, de l'Institut

Couverture : © Philippe Charlat

18,50 € TTC
France / 2023 - IX
www.laffont.fr



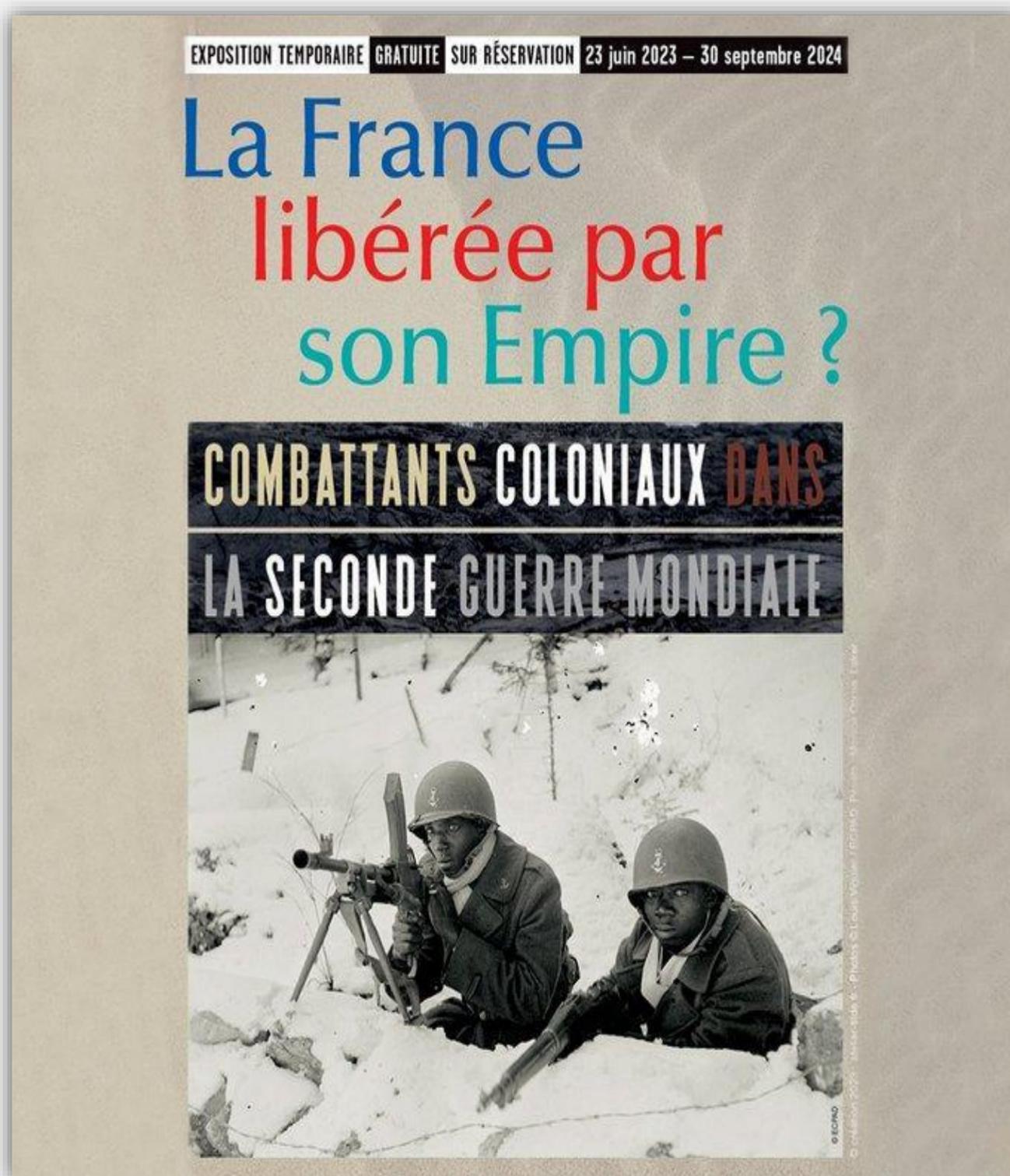
L'ancien président de la République raconté comme jamais.

En 1989, Pierre Messmer se demandait ce qu'un jeune Parisien répondrait à la question : « Pour vous, que signifie le nom de Georges Pompidou ? » Il imaginait qu'on évoquerait, la plupart du temps, Beaubourg et les voies sur berge. Le jeune Parisien d'aujourd'hui ne donnerait sans doute pas une réponse très différente. Ses parents se souviendraient peut-être de l'affaire Marković ou de son travail à la banque Rothschild. Ses grands-parents se rappelleraient mai 1968 et les accords de Grenelle.

Pourtant, l'existence des Français est encore imprégnée de son action : la mensualisation des salaires, c'est lui ; le SMIC, c'est encore lui ; l'élargissement du congé maternité à toutes les salariées, c'est toujours lui. Président sensible et mesuré, loin du froid banquier parisien dépeint par ses opposants, il fut aussi un khâgneux dilettante et engagé, un professeur de français dynamique, un amoureux de la nature, un passionné d'art et de poésie, un mari, un père. C'est le quotidien de cet homme méconnu qu'a partagé Alain Pompidou, son fils unique. Avec lui, il a joué aux cartes les week-ends à Orvilliers, écouté du Bach en vacances à Cajarc, chassé chez les Rothschild à Ferrières, pris des petits déjeuners à Matignon et à l'Élysée... Retraçant sa vie, de son enfance dans le Cantal à sa mort après des années de maladie, il nous fait pénétrer dans l'intimité de son père et nous révèle quelle était la personnalité de ce président qui a tant marqué la France.



**Exposition
du 23 juin 2023 au 30 septembre 2024 au mémorial du Mont-Valérien.**



Découvrez la nouvelle exposition temporaire : "La France libérée par son Empire ? Combattants coloniaux dans la Seconde Guerre mondiale." du 23 juin 2023 au 30 septembre 2024 au mémorial du Mont-Valérien.

Venez découvrir les parcours de milliers de citoyens ou sujets, originaires de l'empire colonial et territoires d'outre-mer, qui ont combattu entre 1939 et 1945, et contribué à la Libération de la métropole.

Ces parcours, autant d'origine et de statut différents, ont longtemps été oubliés. Néanmoins, ces femmes et ces hommes partagent un point commun : celui d'être venus d'ailleurs et d'avoir voulu servir une certaine idée de la France.

Au cœur du Mont-Valérien, lieu de mémoire nationale de la Seconde Guerre mondiale, (re)découvrez l'histoire de ces hommes et ces femmes, et le long chemin vers la reconnaissance de leurs engagements et sacrifices

Infos et réservation : Exposition à découvrir en visite guidée uniquement, sur réservation. **01 47 28 46 35**



SOMMAIRE

- Nouvelle Année, Nouvel Espoir : rétablissons la souveraineté de la France. Jacques Myrard page 1
- « Ils ont fait la France grandiose... » ... Christine Alfarge page 2
- Le général de Gaulle économie et finances ... Henri Fouquereau page 3
- Note de lecture de l'ouvrage « Entretien avec Michel Anfröl » ... Marc Fossez page 4
- Noël nous faire redécouvrir l'échange vrai Marc Dugois page 5
- Deux défis majeurs pour le nouveau président américain ... Paul Kloboukoff page 6



BULLETIN D'ADHÉSION ET D'ABONNEMENT À 18 JUIN
Etablir votre chèque à l'ordre de l'Académie du Gaullisme et le retourner à :
Académie du Gaullisme

Nom et prénom..... Adresse

Code postal..... Ville.....

Téléphone fix..... Téléphone portable.....

Courriel

Cotisations : ---- x 25 € (plus de 25 ans) ---- x 10 € (moins de 25 ans) ---- x 30 € (couple)
A partir de ---- x 75 € (membre bienfaiteur)

Etablir votre chèque à l'ordre de l'Académie du Gaullisme et le retourner à : Académie de Gaullisme, Monsieur ALFARGE Amir
12, Rue Rabelais 86130 JAUNAY- MARIGNY

Site officiel Paris France
www.academie-gaullisme.fr

© 01.10.2023